

A Nice, face au G20 ! - Dette, Italie, Espagne, Grèce...

lundi 31 octobre 2011, par [MAESTRI Piero](#), [MITRALIAS Yorgos](#), [PAGAILLE Gilles](#), [SANCHEZ José](#), [TOUSSAINT Éric](#), [VERRI Flavia](#) (Date de rédaction antérieure : 20 septembre 2011).

Une fois de plus, les pays riches du G20 se réunissent en grande pompe pour parler des crises financière, économique, agricole, alimentaire. Une fois de plus leurs solutions seront nos problèmes !

Sommaire

- [SUSPENDRE LE PAIEMENT DE \(...\)](#)
- [LE « NON À LA DETTE » DEVIENT](#)
- [L'AUTOMNE CHAUD DES INDIGNÉS](#)
- [CETTE GRÈCE QUI SAIGNE ET \(...\)](#)

À Cannes, c'est un festival d'horreur qui commence. Au menu, comme plat principal, la crise de la dette publique en Europe. Les pays émergents du G20 veulent éviter à tout prix l'extension de la crise, tandis que les autres veulent limiter ses effets... sur les banques.

La résolution de la crise européenne et précisément de la crise grecque est donc vitale pour les saigneurs du monde. La Grèce est ainsi devenue le laboratoire mondial de la casse généralisée des acquis sociaux.

À Nice, le contre-sommet du G20 est le rendez-vous des peuples qui refusent de payer la crise. C'est le rendez-vous contre la dette illégitime au Sud comme au Nord et contre les politiques d'austérité. C'est le rendez-vous de ceux et celles qui comme en Espagne, en Grèce, en Italie et ailleurs... ne se résignent pas et lèvent la tête !

SUSPENDRE LE PAIEMENT DE LA DETTE

Éric Toussaint, président du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM) Belgique, analyse les enjeux du G20 et de la crise, et appelle à une mobilisation globale pour arrêter le paiement de la dette.

Quels sont, dans ce contexte de crise globale, les enjeux du G20 de Cannes sous la présidence française ?

Il y a un approfondissement de la crise, en particulier pour les pays les plus industrialisés. Les gouvernements des pays dits « émergents » comme le Brésil, l'Inde, la Chine, la Russie voudraient en profiter pour obtenir plus de place dans les institutions internationales, comme le FMI et la Banque mondiale. Le G20 est une institution illégitime. En 2008, elle a été mise en place par les pays du G7 (club tout aussi illégitime composé des États-Unis, de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie, du Japon et du Canada) qui voulaient convaincre les pays émergents de les aider à trouver une solution à la crise, sans y parvenir. Cette réunion du G20 est la

première réunion internationale après l'énorme succès de la mobilisation des IndignéEs du 15 octobre 2011. Bien qu'il ait eu relativement peu d'échos en France, ce mouvement a mobilisé 1 million de manifestantEs sur toute la planète, principalement en Espagne, en Italie et au Portugal sans oublier Wall Street.

C'est donc un rendez-vous important pour les activistes qui militent contre la globalisation libérale. Il est important de se mobiliser à la fois dans la rue et lors du forum des peuples au Mali [1], pour exprimer notre opposition aux orientations prises par ceux qui prétendent diriger la planète.

En quoi la crise européenne est-elle devenue une question globale ? Quels rôles vont jouer les États-Unis et les pays émergents sur cette question ?

Le très important ralentissement économique qui affecte l'Europe, la faillite d'institutions bancaires comme Dexia peuvent avoir un effet boomerang sur le reste de l'économie mondiale : un effet domino pour les institutions bancaires ou financières aux États-Unis, d'une part, et une contraction des exportations de la Chine et d'autres pays exportateurs vers l'Europe, d'autre part.

Les pays de l'Union européenne et en particulier de la zone euro, effectivement, sont au centre de la crise mondiale actuelle, les développements qui auront lieu dans les mois qui viennent auront un impact sur l'ensemble de l'économie mondiale.

Les États-Unis sont très préoccupés par l'effet boomerang des faillites bancaires européennes sur les institutions financières américaines, tellement ces institutions sont interconnectées des deux côtés de l'Atlantique. Leurs préoccupations ne sont pas strictement politiques, elles sont d'abord économiques.

Quelles campagnes de convergence s'organisent en Europe à propos des dettes publiques ? Quel rôle joue la campagne menée en Grèce ?

Partout en Europe, le remboursement de la dette est le prétexte pour renforcer des politiques d'austérité. Les coups contre les travailleurs et la majorité de la population pleuvent. Progresser dans la constitution d'une campagne européenne pour la suspension du paiement de la dette, pour la réalisation d'un audit citoyen, c'est le pas à accomplir dans les semaines et les mois qui viennent. La Grèce a entamé le processus au mois de mai 2011, avec la constitution d'une commission citoyenne d'audit de la dette grecque. Elle a essaimé en Irlande, en Espagne, en France (où un comité citoyen pour l'audit de la dette vient de naître). Prochainement, la même initiative se développera au Portugal, en Belgique et en Italie.

On a donc une réelle possibilité concrète de rassembler les forces sociales qui remettent en cause l'ordre néolibéral et, au-delà, le système capitaliste. Les rassembler sur un thème unificateur. Si on arrive, par la mobilisation de la rue, à obtenir la suspension du paiement de la dette pour plusieurs pays, on changera radicalement les rapports de forces en faveur de la majorité sociale. Cela vaut la peine de s'engager dans cette lutte.

Propos recueillis par Flavia Verri et Gilles Pagaille

1. Dixième édition du forum des peuples « De Siby à Niono, les peuples exigent l'autodétermination ! » qui sera un contre-sommet africain au G20, à Niono au Mali, du 31 octobre au 3 novembre 2011.

LE « NON À LA DETTE » DEVIENT UN MOUVEMENT

Le 1^{er} octobre dernier une assemblée s'est tenue à Rome avec environ 800 personnes – convoquée par un appel intitulé « On doit les arrêter ! » et signé par près de 1 500 délégués syndicaux, travailleurs et travailleuses, précaires et étudiantEs [1].

Le mot d'ordre central de l'assemblée était : « Ce n'est pas nous qui payerons la dette ». Cela a créé une prise de conscience qui a tendu à transformer cette première rencontre dans un « espace politique public » et qui a déjà abouti à un cortège commun dans la grande manif du 15 octobre derrière la banderole unitaire reprenant ce mot d'ordre.

L'assemblée a exprimé la volonté d'aller au-delà de la participation conjointe au cortège, pour s'engager dans la construction de comités locaux capables d'une intervention sociale de masse, avec un rôle central des jeunes et surtout le refus d'être un assemblage de forces politiques et syndicales résiduelles d'une phase précédente.

L'assemblée a concentré son attention sur la lettre de la Banque centrale européenne (BCE), qui exige une politique très dure du gouvernement italien, et sur la nécessité qui en découle de construire « un mouvement politique et social » autonome par rapport aux forces politiques, distinct du gouvernement et de l'opposition, en mesure de comprendre le caractère périlleux de Berlusconi mais aussi des diktat de la BCE, des provocations patronales des Marchionne et de l'appel à la cohésion nationale du président de la République, Giorgio Napolitano.

La plateforme avec laquelle cet « espace public » se présentera sur la scène politique est importante : non à la dette, réduction drastique des dépenses militaires, refus des accords de concertation entre patronat, syndicats et gouvernement, non à la précarisation du travail, défense des biens communs (à partir du non au TGV), démocratie, avec l'égalité des droits des immigrés et la liberté d'information.

Voilà les ingrédients d'une motion de conclusion votée à une très grande majorité par l'assemblée, dans laquelle on retrouve aussi la demande d'un référendum sur l'Europe.

Il s'agit d'un projet politique, certainement pas d'un cartel électoral ou de la préfiguration de « recompositions », improbables pour le moment.

En même temps, « Non à la dette » fait un autre pas en avant avec la naissance de la campagne appelée « Rivolta il debito »² lancée par différents acteurs sociaux et politiques – explicitement inspirée par l'expérience de CADTM – avec une orientation plus militante et l'objectif de fournir un point de vue anticapitaliste en dégagant de nouvelles ressources et potentialités, surtout parmi les nouvelles générations.

Pour Sinistra Critica ce sera le principal engagement de l'automne – y compris avec une présence à Nice contre le G20.

Piero Maestri, porte-parole de Sinistra Critica

1. <http://sites.google.com/site/appellodobbiamofermarli/>

2. jeu de mot entre retourne et révolte la dette,
www.rivoltaildebito.org

L'AUTOMNE CHAUD DES INDIGNÉS

Après un reflux pendant l'été, en partie dû à sa décentralisation vers les quartiers et les lieux de travail mobilisés, beaucoup d'observateurs prédisaient un déclin du mouvement des Indignés. La journée du 15 octobre a été l'occasion d'un démenti.

Avec le slogan « De l'indignation à l'action » et une volonté d'internationaliser la lutte, les rues de plus de 700 villes dans le monde ont été investies.

Rien qu'à Barcelone et à Madrid, près d'un demi-million de citoyens ont répondu à l'appel d'un mouvement diversifié qui, malgré des cultures politiques différentes (ou parfois même en l'absence de culture politique), malgré son caractère intergénérationnel de plus en plus marqué, s'impose comme un acteur politique de masse qui cherche à durer.

Pour ne prendre que l'exemple catalan, 30 assemblées de quartier – dont 23 à Barcelone – ont à la fois organisé des actions concernant leur territoire et participé à une coordination qui se réunit périodiquement afin de décider des initiatives de l'ensemble du mouvement.

À cette implantation territoriale du mouvement, s'ajoute celle dans les secteurs en difficulté tels que la santé, l'éducation ou le logement qui souffrent de la façon la plus directe et la plus douloureuse des coupes budgétaires. Ces secteurs ont établi leur propre programme de mobilisation faisant du 15 M une expression politique difficile à manier pour les forces de « l'establishment ». Aucune organisation politique du spectre parlementaire/institutionnel, aucune grande centrale syndicale, aucun grand média ne comprend (ou ne veut comprendre) les codes d'un mouvement qui se renforce et le montre à chaque fois qu'il en a l'occasion.

Cette indépendance du mouvement, avec de grandes doses de spontanéité et non sans désordres, commencent à rayonner dans d'autres parties du monde.

Si le symbole en a été Tahrir comme acte tangible d'organisation sociale et de lutte posant la possibilité du changement social, avec Occupy Wall Street, le mouvement s'est internationalisé jusqu'à arriver au cœur du capitalisme global.

La crise du système a reçu une réponse tardive mais elle était attendue par beaucoup. Elle s'est exprimée à travers un mouvement neuf, qui neutralise la répression par des méthodes de résistance passive et qui a sonné à la fois le réveil politique d'une nouvelle génération et le rappel de vieux militantEs résignéEs. Ensemble, on commence ou on recommence à agir et à penser politiquement depuis les places.

C'est un mélange de grande indignation et de détermination et les espaces de construction comme la manière de construire une alternative, sont ceux de toujours même si de nombreuses nuances existent. Participation horizontale et engagement réel, pour se mettre d'accord autour de propositions politiques et la rue comme un lieu de socialisation et de combats.

Ce processus de repolitisation peut être comparé au mouvement altermondialiste qui a atteint son zénith au moment des mobilisations contre la guerre en Irak en 2003. Par la suite, les reculs aux niveaux politique et de la contestation sociale ont été l'antichambre des reculs sociaux opérés dans la phase de crise systémique.

Si chacun de ces mouvements a ses propres caractéristiques, leur point commun peut se résumer au mot d'ordre « Penser globalement et agir localement ». Peut-être que dans le 15 M, qui a réuni un demi-million de personnes le 15 octobre dernier, il est possible de passer « de l'indignation à l'action ». C'est le moment !

Jorge Sánchez, Gauche anticapitaliste (Suisse) [Izquierda anticapitalista]

CETTE GRÈCE QUI SAIGNE ET QUI LUTTE...

Tandis que la Grèce s'enfonce dans une crise généralisée et cataclysmique, le gouvernement social-libéral est plus isolé que jamais, dans un pays balayé par des vagues successives de grèves, de manifestations et d'occupations de tout genre. Dans un tel contexte, la grève générale des 19 et 20 octobre a répondu aux attentes : des centaines de milliers de manifestants (au moins 300 000) à Athènes, et autant dans le reste du pays où par endroits ont été battus des records historiques d'affluence !

Cependant, les plans d'une austérité de plus en plus barbare et inhumaine se succèdent jour après jour pour le bonheur de la Troïka (FMI, Commission européenne, Banque centrale européenne) qui les impose, et le malheur de la grande majorité de la population grecque désormais saignée à blanc. Le message adressé aux citoyens grecs par tout ce beau monde capitaliste faisant bloc derrière la Troïka et le gouvernement Papandreou est très clair : on va vous écraser sans pitié, car la Grèce d'aujourd'hui est le laboratoire mondial où les maîtres de ce monde testent et mesurent les capacités de résistance des peuples face au néolibéralisme le plus extrême. Oui, c'est la guerre car la Grèce d'aujourd'hui constitue un cas-test, avec les pauvres Grecs dans le rôle du cobaye planétaire !

Voilà donc comment s'explique l'arrogance, la férocité et la longévité de ce gouvernement dépourvu de tout soutien populaire dans son pays : il tire sa force de l'appui de ces patrons internationaux dont il n'est que l'instrument docile dans cette Grèce dépouillée de sa souveraineté nationale. Mais voilà aussi, pourquoi les citoyens grecs se battent pour nous tous, pourquoi leur combat est aussi le nôtre, pourquoi leur victoire ou leur défaite sera aussi la nôtre !

Alors, ce qu'il nous faut c'est tirer au plus vite les leçons de ce qui se passe en Grèce. D'abord, il ne s'agit plus de la « bonne » vieille austérité d'autres époques, d'habitude synonyme de gel de salaires. En Grèce maintenant, il s'agit de coupes (permanentes) de salaires et de pensions atteignant et même dépassant les 50 %. Il s'agit de licenciements de masse et d'un chômage qui, en 2012, atteindra 26 %. Il s'agit des dizaines de taxes et autres impôts « extraordinaires » qui frappent - comme d'habitude - les salariéEs et même les... chômeurEs ! Il s'agit surtout du démantèlement ou de la privatisation de tous les services publics, ce qui se traduit par la liquidation de 40 % des hôpitaux, la fermeture de milliers d'écoles et surtout, la condamnation à une mort programmée et à brève échéance de milliers de Grecs handicapés, en voie de désintoxication ou souffrant de maladies incurables auxquels l'État vient de couper tout subside et aide médicale ! Il s'agit en somme d'un

véritable cauchemar qui se résume à l'apparition de la faim et de la dénutrition des enfants dans les grandes villes grecques...

Mais il n'y a pas que ça. Cette société grecque qui saigne et désespère est aussi une société qui lutte, résiste toujours plus fort car elle n'a plus rien à perdre. Car elle n'a plus peur ! Confrontée à une répression plus que féroce, elle fait preuve d'une obstination et d'un courage qui, à d'autres époques, suffiraient largement pour faire tomber un gouvernement. Et pourtant, le gouvernement moribond reste en place parce qu'il est manifeste qu'aujourd'hui tout ça ne suffit plus. Oui, la leçon principale tirée du « laboratoire grec » doit être nette et claire : aujourd'hui, il faut bien plus car la défense victorieuse du moindre droit élémentaire des salariéEs suppose une vraie révolte de masse. En somme, une véritable révolution anticapitaliste !

Yorgos Mitralias

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 121 (27/10/11).